



POUR REFLECHIR ET POUR AGIR :

Le désespoir social,

les raisons de se révolter

Anne-Marie Andrusyszyn ■ Octobre 2015

Les réalités socioéconomiques et politiques du monde suffiraient à pousser les trois quart de la population planétaire à se révolter.

Face à une cascade de mesures antisociales, bon nombre de travailleurs devraient, poussés par l'indignation, montrer leur colère et leur intolérance face aux discriminations économiques flagrantes qui leurs sont imposées.

5 mots pour couvrir le champ d'une dynamique de l'indignation.

- Révolte : opposition à une autorité, rébellion.
- Revendication : action de réclamer ce qui nous appartient et dont on est privé.
- Lutte : affrontement entre deux groupes.
- Résistance : capacité de ne pas céder aux forces qui oppriment.
- Révolution : changement profond dans la structure sociale et/ou politique.

Actuellement, les forces sociales tentent de s'allier aux forces politiques, l'exemple du moment : le rapprochement entre la FGTB et Solidaris. Syndicat et mutuelle se joignent pour signifier leur désappointement face aux déferlantes nocives des politiques gouvernementales. L'union fait la force. Ce principe, le monde du travail le connaît. Depuis que les politiciens et les technocrates jouent du même côté et que les financiers et les grands patrons construisent le « Monopoly » planétaire, l'union fait effectivement la force. L'offensive antisociale commencée dans les années 80, par les libéraux et les sociaux-démocrates, se déploie à la vitesse de l'éclair et ce, depuis les crises de 2008.

Les résistances populaires sporadiques, ponctuelles et même sur le long terme, on pense par exemple au mouvement des indignés, n'ont pas permis de renverser les stratégies libérales. Au contraire, celles-ci continuent de se développer et sont présentées comme justes, réalistes, nécessaires pour le bien de tous ! Elles ont l'enjeu impératif de sauver le monde d'un désarroi économique encore plus grand et funeste.

Face à cette contradiction, entre la perception et l'analyse des possédants et des dépossédés sur l'issue des enjeux économiques proposés et leurs conséquences, nous pouvons nous poser les questions suivantes :

- Qui a les rouages économiques en main ?
- Qui a les rouages de la gestion politique en main ?
- Qui sont les décideurs ?
- Qui a la capacité de s'opposer et de renverser les logiques en place ?

La logique libérale, à l'œuvre depuis 1980, a englouti dans son giron les socialistes, les sociaux-démocrates, pour qui une alternative radicale au capitalisme est impossible voire contre-productive pour le monde du travail.

Cette adhésion des politiques à l'idéologie du capitalisme a des conséquences sociales indéchiffrables tant au niveau belge qu'europpéen. Elle pousse des millions de travailleurs et citoyens dans un système de flexibilité sociale et de précarisation importante.

Les sociaux démocrates restent dans l'illusion que la collaboration et la cogestion avec les politiques économiques libérales est, et restera, la seule marche de manœuvre.

La question évidemment reste ouverte.

Personne ne peut préjuger si leur stratégie est juste et judicieuse. Bien que...

35 ans de libéralisme. 35 ans où l'autonomie des Etats a été mise à mal. 35 ans où les sacrifices des populations ne cessent de s'agrandir. 35 ans de réduction des solidarités collectives par les attaques sur les cotisations sociales et la diminution des services publics. 35 ans d'activation en tout genre, du contrôle le plus soft au plus méchant pour les allocataires sociaux. 35 ans qui n'ont rien freiné au développement de la paupérisation de l'Europe, de ses travailleurs et de ces citoyens.

Jusqu'où ira cette illusion sur la pertinence du système économique libéral et financier ?

A qui profite le crime ?

La résistance ne peut se faire seulement dans les discours de propagande ou électoraux. Elle doit être dans l'application de mesures qui transgressent les champs autorisés par le libéralisme et là, force est de constater que la résistance des gouvernements sociaux-démocrates baisse le pavillon.

Par contre, ils œuvrent à corriger les « déviances sociales » de leurs sujets, par la diminution des allocations de chômage, un super-contrôle des allocataires sociaux, l'autorisation de démanteler les pensions, la sécurité sociale, les services publics et de casser l'Etat-Providence comme un vieil outil complètement obsolète et inopérant.

Comment attiser l'étincelle de la résistance ?

Quand d'élections en élections, de promesses en promesses non tenues, de milliards et de milliards pompés sur les dos de la collectivité et en particulier des travailleurs, d'une culture politique de la « pensée unique » diffusée largement au sein des populations, comment organiser la résistance et stopper ce sentiment d'impuissance et de résignation ?

Telle est la question sacrée que se posent nos leaders syndicaux, mutuellistes et leaders d'opinion des mouvements sociaux.

La réponse est complexe. De manifestations en rassemblements, en passant par des actions citoyennes de sensibilisation et d'information, tout semble organisé et pourtant l'étincelle ne s'enflamme pas ou si peu.

Pourquoi ?

Peut-être qu'il manque chez les travailleurs et les citoyens, la certitude de croire en un autre projet de société. Après des années de mensonges, de collaborations, de changements de cap, à qui peuvent-ils encore faire confiance ? Pour les travailleurs, même leurs alliés naturels comme les

syndicats, ont parfois adhéré aux thèses de l'économie de marché et ont accepté de négocier l'inconcevable.

Peut-être faudrait-il - s'il n'est pas déjà trop tard - que ces contre-pouvoirs reprennent leurs missions originelles : la défense des travailleurs envers et contre tout. Une lutte pour un projet de société égalitaire, juste et humain : cet espoir existentiel qu'un groupe social ou une classe sociale peut prendre comme moteur pour son histoire et celui de ses générations futures.

Un projet qui aurait des dispositifs concrets en objectifs opérationnels à court et moyens termes, en vue de construire ou de réaliser une structure sociale et économique qui serait en capacité de récolter l'adhésion de la majorité des travailleurs. Un projet précis incluant, notamment : la réduction collective du temps de travail, la défense et la création de nouveaux services publics, l'imposition réelle du capital, le contrôle des productions par les travailleurs...

Des projets sociétaux de ce type pourraient, peut-être, devenir des éléments déclencheurs de mobilisations créatrices et agissantes. Mais des projets d'envergure, pas de micros-projets portés par des initiés pour des initiés, qui s'opposent frontalement et ouvertement et qui n'ont aucun complexe d'infériorité. Des projets qui agissent avec audace et loin des arcanes de la bureaucratie institutionnelle et politique.

Un projet hautement idéologique et social ne peut-être sous aucun prétexte un projet de propagande ou d'effet d'annonce. Il réclame des actes, des perspectives, des agissements et inévitablement des ruptures.

Le monde des travailleurs et des citoyens a toujours fonctionné dans ses avancées historiques autour de perspectives de changements de société articulés sur des colères.

Des Révolutions russe ou française aux manifestations et révoltes du 19^{ème} siècle, leur moteur était un changement fondamental des structures de la société en place.

Pour les peuples français et russe : le renversement des sociétés féodales et monarchiques. Pour les révoltes des ouvriers du 19^{ème} siècle et début du 20^{ème} siècle : le souhait d'un Etat-Providence contre une société hautement bourgeoise.

Ils n'ont pas tout gagné mais des mutations significatives et des avancées ont pu être envisagées.

Aujourd'hui, on demande aux peuples, aux travailleurs de se mobiliser pour quelques accommodements budgétaires, quelques virgules dans un décret, un combat pour soutenir les arcanes juridiques et administratives qui, sans perdre de leur utilité, ne peuvent donner de l'espoir ni devenir mobilisatrice d'une rébellion.

Que pense le travailleur ? Quand on lui répond que la commission « X » a bien pris note de l'intervention du conseiller syndical mais qui en réalité, ses conditions de travail deviennent de plus en plus précaires et que ses enfants ont de moins en moins l'espoir d'une vie meilleure.

Quel devenir pour cette travailleuse ? Quand on lui répond que la commission « Y » a bien entendu les arguments des syndicats sur les pensions et les fins de carrière mais que finalement, elle devra travailler jusqu'à 67 ans, peut-être un peu moins si la pénibilité de son travail est envisagée.

Quel projet pour ce chômeur ? Quand on lui dit que l'exclusion de certains d'entre eux à été reportée... mais de quelques mois.

Quel futur pour ce jeune ? Qui traqué par le Forem, l'Onem, quand on lui dit « bats-toi » mais s'il jette un pavé comme ses ancêtres les soixante-huitards est montré du doigt et désapprouvé par eux.

Des 5 mots du départ qui constituent « l'AGIR » des mouvements sociaux en colère comment les écrire dans une dynamique de mobilisation collective ?

Comment pratiquement proposer des résistances, des luttes, des révoltes et poser des revendications significatives ?

Un projet de société passe par des moments de tensions et de conflictualité. Jusqu'où pourront aller les leaders politiques et syndicaux pour sauver le salariat ? Car la conflictualité, si elle démarre avec le peuple par les manifestations et par les grèves, doit être suivie de manière aussi radicale par leurs représentants, leaders politiques, sur les bancs de la négociation et au sein des parlements. Sans lien entre ses instances et les manifestations ou autres actes de résistances des travailleurs, tout finira par perdre sens. Ce double jeu deviendra et est déjà hautement pernicieux et douteux au regard des travailleurs.

Manifester pour dire non est fondamental. Les mouvements de novembre 2014 et octobre 2015, ont montré la hargne des travailleurs et leur volonté légitime d'une protection sociale et économique.

Il faudra prouver à ces travailleurs et citoyens de plus en plus perplexes qu'un projet social peut être construit collectivement et que la solidarité économique peut développer des perspectives d'avenir.

L'histoire ne retient que les héros, ceux et celles qui ont osé porter des ruptures avec l'ordre établi et porter des projets émancipateurs pour tous.

Aujourd'hui le défi est grand mais aussi prometteur.

« Le sommeil de la raison, engendre des monstres » Francisco Goya 1799